

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1417

[C — 2001/27291]

10 MAI 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon d'exécution du décret relatif aux bourses de préactivité

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 février 2001 relatif aux bourses de préactivité, notamment les articles 5 et 7;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 avril 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 avril 2001;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'entrée en vigueur du décret du 15 février 2001 est subordonnée à l'entrée en vigueur de son arrêté d'exécution (article 10 du décret), de sorte que l'ensemble de la mesure ne saurait être opérationnel qu'à l'issue de la procédure réglementaire actuelle;

Or il importe de mettre rapidement sur pied cette mesure afin de compléter au plus vite l'éventail des aides à la création d'entreprises, dans l'intérêt de la Région wallonne dans son ensemble;

Il convient également d'assurer sans délai la transition entre le nouveau mécanisme et celui des aides aux inventeurs isolés qu'il remplace, pour éviter l'incertitude qu'une situation intermédiaire trop longue est susceptible de causer, tant au niveau des particuliers que des services de l'administration;

Vu l'avis 31.296/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis 31.540/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° le décret : le décret du 15 février 2001 relatif aux bourses de préactivité;

2° le Ministre : le Ministre qui a les technologies nouvelles dans ses attributions;

3° le Comité : le Comité de sélection visé à l'article 5 du décret;

4° le promoteur : la personne physique visée à l'article 1^{er} du décret;

5° l'administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

6° la bourse : la subvention dénommée « bourse de préactivité » visée à l'article 1^{er} du décret.

Art. 2. Pour bénéficier de la bourse, le promoteur introduit une demande auprès de l'administration sur base d'un formulaire établi par celle-ci.

Ce formulaire comprend une demande d'information sur les aides déjà reçues conformément à l'article 3 du règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis.

Art. 3. § 1^{er}. L'administration accuse réception de la demande dans les cinq jours.

L'accusé de réception mentionne le nom de l'agent désigné pour traiter le dossier.

§ 2. L'administration vérifie si le dossier est complet et recevable dans les dix jours à dater de l'accusé de réception.

Est irrecevable le dossier concernant un projet qui :

1° ne tend pas à la création d'une entreprise au sens de l'article 2 du décret;

2° est manifestement dénué d'originalité au sens de l'article 1^{er} du décret;

3° concerne un des secteurs exclus par l'article 1^{er} du décret, ou l'un de ceux visés à l'article 1^{er} du règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis.

En cas d'irrecevabilité, l'administration en informe le promoteur et classe le dossier.

Si le dossier est incomplet, l'administration en informe le promoteur, qui dispose d'un délai de quinze jours pour lui transmettre tout complément d'information demandé.

En l'absence de réaction de sa part dans ce délai, le promoteur est réputé avoir retiré sa demande.

Il peut néanmoins informer l'administration, dans ce délai, qu'il désire le prolonger pour une durée maximale de 45 jours afin de rassembler tous les éléments demandés.

Tout document transmis par le promoteur dans le cadre de cette information complémentaire fait l'objet d'un accusé de réception dans les cinq jours.

§ 3. Lorsque l'administration dispose de tous les éléments nécessaires, elle transmet le dossier au Comité, dans les trente jours à dater du dernier accusé de réception, accompagné d'une note de synthèse.

§ 4. Sauf lorsqu'il est précisé autrement, les délais mentionnés dans le présent arrêté s'entendent en jours calendrier.

Art. 4. § 1^{er}. Le Comité est composé de :

- 1° un professeur d'université à orientation économique ou scientifique;
- 2° un représentant des centres d'entreprise et d'innovation;
- 3° un représentant de l'Union wallonne des Entreprises;
- 4° un représentant de la Chambre belge des inventeurs;
- 5° un représentant de l'Office de la Propriété industrielle (O.Pr.I.);
- 6° un représentant de la Société wallonne de l'Economie sociale marchande (SOWECSOM);
- 7° un représentant de la S.R.I.W. ou de l'une de ses filiales.

Pour chaque membre du Comité est désigné un membre suppléant issu du même milieu.

Un représentant de l'administration et un représentant de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne assistent aux réunions du Comité avec voix consultatives.

§ 2. Les différents milieux économiques et scientifiques représentés au sein du Comité communiquent chacun au Ministre une liste de trois candidats effectifs et de trois candidats suppléants.

§ 3. Le mandat des membres du Comité est gratuit.

Une indemnité pour frais de déplacement leur est accordée dans le cadre de leurs fonctions et est calculée en application de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation en matière de frais de parcours, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998.

§ 4. Le Comité est désigné pour une durée de trois ans.

§ 5. Chaque mandat de trois ans est renouvelable à son terme.

Il peut y être mis fin à tout moment par chacun des membres par lettre recommandée adressée à l'administration ou par décision du Ministre.

Les membres du Comité et leurs suppléants cessent de l'être de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité en laquelle ils ont été désignés.

§ 6. Dans les cas visés au § 5, alinéas 2 et 3, le membre démissionnaire, révoqué, ou qui perd sa qualité est automatiquement remplacé par son suppléant qui devient membre effectif et achève le mandat de son prédécesseur; il est procédé sans retard à la désignation d'un nouveau suppléant sur base des listes visées au § 2.

Dans les cas visés au § 5, alinéas 2 et 3, le suppléant démissionnaire, révoqué, ou qui perd sa qualité est remplacé sans délai par un nouveau suppléant désigné sur base des listes visées au § 2.

Art. 5. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur, qu'il soumet au Ministre pour approbation.

Le Comité se réunit au moins tous les deux mois. Il évalue les projets qui lui ont été soumis, suivant les critères visés à l'article 6 du décret. Il remet au Ministre, dans les trente jours de la réception du dossier de l'administration, un avis pour chacun des projets. Il peut formuler toute proposition de nature à faciliter ou améliorer sa réalisation. Il remet au Gouvernement un rapport annuel sur ses activités.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement ou le Ministre arrête l'objet, le montant et le bénéficiaire de la bourse.

§ 2. Les modalités de réalisation et de financement du projet, dont en particulier la remise de rapports d'avancement, les modalités de leur contrôle et le calendrier de mise en liquidation, sont déterminées dans l'arrêté visé au § 1^{er} ou en vertu de celui-ci.

Cet arrêté porte l'obligation pour le promoteur de faire rapport à l'administration de toute aide sollicitée et/ou obtenue par lui ou la société constituée à son initiative, auprès de tout pouvoir ou organisme public, dans un délai de trois ans suivant l'octroi de la bourse.

Dans l'hypothèse où le montant cumulé des aides visées par le règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis et de la bourse de préactivité risquerait de dépasser 100 000 euros sur une période de trois ans, le promoteur en serait averti ainsi que l'organisme ou l'autorité publique auprès duquel il a introduit une demande. Si néanmoins l'aide en question devait tout de même lui être versée, il serait procédé à la récupération des montants versés, sur demande du Ministre.

§ 3. Tout complément de bourse au sens de l'article 4 du décret est régi par les articles 2 à 6 du présent arrêté.

§ 4. En cas de décision négative quant à l'octroi de la bourse, l'administration en informe le promoteur dans les huit jours.

Art. 7. Conformément à l'article 7 du décret, seuls sont habilités à accompagner un projet les consultants agréés par la Région wallonne en vertu des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.11 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Art. 8. Le promoteur peut renoncer au bénéfice de la subvention ou de son complément dans la mesure où l'y autorisent des stipulations relatives à la bourse qui le lieraient à la Région wallonne.

Art. 9. Le Ministre peut suspendre la liquidation de la bourse :

- 1° en cas de non-respect des obligations imposées au bénéficiaire par ou en vertu de l'arrêté visé à l'article 6;
- 2° lorsqu'une procédure collective est ouverte au nom du bénéficiaire;
- 3° lorsque les relations entre le promoteur et le consultant agréé qui accompagnait le cas échéant le projet sont rompues pour quelque cause que ce soit.

Art. 10. § 1^{er}. Le Ministre peut retirer au promoteur le bénéfice de la bourse :

1° lorsque le promoteur est demeuré plus de soixante jours sans donner suite à une mise en demeure d'exécuter une de ses obligations que le Ministre lui a notifié par lettre recommandée à la poste;

2° s'il apparaît, sur proposition motivée du Comité ou de l'administration, que des modifications majeures d'ordre économique ou technique ou que l'évolution de la situation personnelle du promoteur compromettent définitivement la création d'une entreprise au regard des critères visés à l'article 6 du décret;

3° dans les cas visés à l'article 9, 2° et 3°.

§ 2. Dans tous les cas de retrait de la bourse, la Région wallonne en clôture la liquidation.

Dans les cas visés au § 1^{er}, 1° et 3°, le promoteur est tenu de rembourser les montants utilisés pour l'acquisition d'équipement indispensable à la réalisation de travaux de recherche au sens de l'article 3, § 2, 5°, du décret.

Art. 11. Le Gouvernement établit annuellement une évaluation quantitative et qualitative de la mesure, sur base du rapport visé à l'article 5, alinéa 4, et des statistiques tenues par l'administration.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre des Technologies nouvelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mai 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1417

[C — 2001/27291]

10. MAI 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets über die Vorstartbeihilfen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Februar 2001 über die Vorstartbeihilfen, insbesondere der Artikel 5 und 7;

Aufgrund des am 10. April 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. April 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Tatsache begründet ist, dass das Inkrafttreten des Dekrets vom 15. Februar 2001 durch das Inkrafttreten seines Ausführungserlasses bedingt wird (Artikel 10 des Dekrets), so dass die gesamte Maßnahme erst am Ende des zur Zeit laufenden Verordnungsverfahrens operationell werden kann;

Nun aber soll diese Maßnahme zügig zustande gebracht werden, damit das Spektrum der Beihilfen für die Gründung von Betrieben im allgemeinen Interesse der Wallonischen Region möglichst schnell ergänzt wird;

Außerdem soll der Übergang zwischen dem neuen Mechanismus und dem Verfahren für Einzelerfinder, das ersetzt, unverzüglich gewährleistet werden, zur Vermeidung der Unsicherheit, die sowohl für Privatpersonen als auch für die Verwaltungsdienste durch eine zu lange Übergangssituation verursacht werden könnte;

Aufgrund des am 26. März 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. 31.296/2;

Aufgrund des am 24. April 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. 31.540/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung, und der neuen Technologien,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 15. Februar 2001 über die Vorstartbeihilfen;

2° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die neuen Technologien gehören;

3° der Ausschuss: der in Artikel 5 des Dekrets erwähnte Auswahlausschuss;

4° der Initiator: die in Artikel 1 des Dekrets erwähnte natürliche Person;

5° die Verwaltung: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region;

6° die Beihilfe: der "Vorstartbeihilfe" genannte, in Artikel 1 des Dekrets erwähnte Zuschuss.

Art. 2 - Um die Beihilfe in Anspruch zu nehmen, reicht der Initiator bei der Verwaltung anhand eines von der Verwaltung erstellten Formulars einen Antrag ein.

In diesem Formular wird nach Informationen über die Beihilfen gefragt, die aufgrund von Artikel 3 der Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf "De-minimis"-Beihilfen schon bezogen worden sind.

Art. 3 - § 1. Die Verwaltung bestätigt innerhalb fünf Tagen den Empfang des Antrags. In der Empfangsbestätigung wird der Name des zur Behandlung der Akte bezeichneten Beamten angegeben.

§ 2. Die Verwaltung überprüft innerhalb zehn Tagen ab der Empfangsbestätigung, ob die Akte vollständig und zulässig ist.

Als unzulässig gilt die Akte über ein Projekt, wenn:

1° es nicht auf die Gründung eines Betriebs im Sinne von Artikel 2 des Dekrets abzielt;

2° es ihm offensichtlich an Originalität im Sinne von Artikel 1 des Dekrets mangelt;

3° es einen der durch Artikel 1 des Dekrets ausgeschlossenen oder einen der in Artikel 1 der Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf "De-minimis"-Beihilfen erwähnten Sektoren betrifft.

Bei Unzulässigkeit des Projekts benachrichtigt die Verwaltung den Initiator davon und schließt die Akte ab.

Wenn die Akte unvollständig ist, so benachrichtigt die Verwaltung den Initiator davon, der über eine Frist von fünfzehn Tagen verfügt, um jegliche verlangte zusätzliche Information zu übermitteln.

Wenn innerhalb der gewährten Frist keine Antwort vom Initiator eingeht, so wird davon ausgegangen, dass er seinen Antrag zurückgezogen hat.

Innerhalb dieser Frist kann er jedoch der Verwaltung mitteilen, dass er die Frist um höchstens 45 Tage verlängern möchte, um alle verlangten Elemente zu sammeln.

Für jede vom Initiator im Rahmen dieser zusätzlichen Information übermittelte Unterlage erfolgt eine Empfangsbestätigung innerhalb fünf Tagen.

§ 3. Wenn die Verwaltung über alle nötigen Elemente verfügt, übermittelt sie innerhalb dreißig Tagen ab der letzten Empfangsbestätigung dem Ausschuss die Akte zusammen mit einer Zusammenfassungsvermerkung.

§ 4. Sofern keine anderen anderslautenden Bestimmungen vorliegen, gelten die im vorliegenden Erlass erwähnten Fristen als Kalendertage.

Art. 4 - § 1. Der Ausschuss hat die folgende Zusammensetzung:

1° ein Universitätsprofessor mit wirtschaftlicher oder wissenschaftlicher Orientierung;

2° ein Vertreter der Unternehmens- und Innovationszentren;

3° ein Vertreter des "Union wallonne des Entreprises" (Wallonischer Verband der Unternehmen);

4° ein Vertreter der "Chambre belge des Inventeurs" (Belgische Kammer für Erfinder)

5° ein Vertreter des Amtes für gewerbliches Eigentum (O. Pr. I.);

6° ein Vertreter der "Société Wallonne d'Économie sociale marchande" (Wallonische Gesellschaft für soziale Marktwirtschaft) (SOWECSOM);

7° ein Vertreter der "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie) oder einer ihrer Tochtergesellschaften.

Für jedes Mitglied des Ausschusses wird ein Ersatzmitglied aus demselben Kreis bezeichnet.

Ein Vertreter der Verwaltung und ein Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region wohnen den Sitzungen des Ausschusses mit beratender Stimme bei.

§ 2. Die verschiedenen im Ausschuss vertretenen Wirtschafts- und Wissenschaftskreise übermitteln dem Minister jeweils eine Liste mit drei effektiven Kandidaten und drei Ersatzkandidaten.

§ 3. Das Mandat der Ausschussmitglieder wird nicht vergütet.

Innen wird eine Entschädigung für Fahrtkosten im Rahmen ihres Amtes gewährt. Diese wird in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998, berechnet.

§ 4. Der Ausschuss wird für einen Zeitraum von drei Jahren bezeichnet.

§ 5. Jedes Mandat von drei Jahren kann nach dessen Ablauf erneuert werden.

Diesem Mandat kann jederzeit von jedem Mitglied per an die Verwaltung gerichteten Einschreibebrief oder durch Beschluss des Ministers ein Ende gesetzt werden.

Die Ausschussmitglieder und deren Ersatzmitglieder hören bei Verlust der Eigenschaft, in deren sie bezeichnet wurden, von Rechts wegen auf, Mitglied zu sein.

§ 6. In den in § 5, Absatz 2 und 3, erwähnten Fällen wird das rücktretende, widerrufen bzw. seine Eigenschaft verlierende Mitglied von seinem Ersatzmitglied automatisch ersetzt. Dieses wird zum effektiven Mitglied und beendet das Mandat seines Vorgängers; ein neues Ersatzmitglied wird aufgrund der in § 2 erwähnten Listen unverzüglich bezeichnet.

In den in § 5, Absatz 2 und 3, erwähnten Fällen wird das rücktretende, widerrufen bzw. seine Eigenschaft verlierende Ersatzmitglied unverzüglich von einem weiteren Ersatzmitglied aufgrund der in § 2 erwähnten Listen ersetzt.

Art. 5 - Der Ausschuss erstellt seine Geschäftsordnung und unterbreitet sie dem Minister zur Genehmigung.

Der Ausschuss tritt mindestens alle 2 Monate zusammen. Er bewertet die ihm unterbreiteten Projekte nach den in Artikel 6 des Dekrets erwähnten Kriterien. Er übermittelt dem Minister innerhalb 30 Tagen nach Empfang der Akte der Verwaltung ein Gutachten für jedes Projekt. Er kann jeglichen Vorschlag anbringen, der zur Erleichterung oder Verbesserung seiner Durchführung beitragen könnte. Er erstattet der Regierung einen jährlichen Bericht über seine Tätigkeiten.

Art. 6 - § 1. Die Regierung oder der Minister bestimmt durch einen Erlass den Gegenstand, den Betrag und den Bezugsberechtigten der Beihilfe.

§ 2. Die Modalitäten für die Durchführung und die Finanzierung des Projekts, insbesondere die Vorlage der Zwischenberichte, die Modalitäten für deren Kontrolle und der Zeitplan der Auszahlung werden in dem in § 1 erwähnten Erlass oder aufgrund dieses Erlasses festgelegt.

Durch diesen Erlass wird dem Initiator die Verpflichtung auferlegt, jegliche von ihm oder von der auf seiner Initiative gebildeten Gesellschaft beantragte bzw. erhaltene Beihilfe von jeglicher Behörde oder öffentlichen Einrichtung innerhalb drei Jahren nach der Gewährung der Vorstartbeihilfe zu melden.

Falls der kumulierte Betrag der durch die Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf "De-minimis"-Beihilfen erwähnten Beihilfen und der Vorstartbeihilfe in einem Zeitraum von drei Jahren 100 000 Euro übersteigen könnte, so würde der Initiator sowie die öffentliche Einrichtung oder die Behörde, bei der er einen Antrag eingereicht hat, davon in Kenntnis gesetzt. Sollte ihm die besagte Beihilfe trotzdem überwiesen werden, so würden die gezahlten Beträge auf Antrag des Ministers hin beigetrieben.

§ 3. Jeder zusätzliche Beihilfebetrag im Sinne von Artikel 4 des Dekrets wird durch die Artikel 2 bis 6 des vorliegenden Erlasses geregelt.

§ 4. Bei einem negativen Beschluss bezüglich der Gewährung der Beihilfe benachrichtigt die Verwaltung den Initiator innerhalb 8 Tagen davon.

Art. 7 - Gemäß Artikel 7 des Dekrets werden die von der Wallonischen Region gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1992 zur Ausführung von Artikel 32.11 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung zugelassenen Berater als Einzige zur Betreuung eines Projekts befugt.

Art. 8 - Der Initiator kann auf den Genuss der Beihilfe oder deren zusätzlichen Betrags verzichten, soweit Bestimmungen in Bezug auf die Beihilfe, die ihn an die Wallonische Region binden, es ihm erlauben.

Art. 9 - Der Minister kann die Zahlung der Beihilfe aufheben:

1° bei Nichteinhaltung der Verpflichtungen, die durch oder aufgrund des in Artikel 6 erwähnten Erlasses dem Begünstigten auferlegt worden sind;

2° wenn ein Kollektivverfahren im Namen des Begünstigten eröffnet ist;

3° wenn die Beziehungen zwischen dem Initiator und dem zugelassenen Berater, der ggf. das Projekt betreute, aus irgendwelchem Grund unterbrochen sind.

Art. 10 - § 1. Der Minister kann dem Initiator den Genuss der Beihilfe entziehen:

1° wenn der Initiator einer vom Minister per Einschreiben zugestellten Aufforderung zur Erfüllung einer seiner Verpflichtungen nach mehr als 60 Tagen keine Folge geleistet hat;

2° wenn es auf begründeten Vorschlag des Ausschusses oder der Verwaltung ersichtlich wird, dass die Gründung eines Betriebs unter Berücksichtigung der in Artikel 6 des Dekrets erwähnten Kriterien durch bedeutende Abänderungen wirtschaftlicher bzw. technischer Art oder durch die Entwicklung der persönlichen Situation des Initiators endgültig beeinträchtigt wird;

3° in den in Artikel 9, 2° und 3°, erwähnten Fällen.

§ 2. In allen Fällen, wo die Beihilfe entzogen wird, schließt die Wallonische Region deren Zahlung ab.

In den in § 1, 1° und 3°, erwähnten Fällen muss der Initiator die Beträge zurückzahlen, die für den Erwerb von für die Durchführung von Forschungsarbeiten unentbehrlicher Ausrüstung im Sinne von Artikel 3, § 2, 5°, des Dekrets benutzt worden sind.

Art. 11 - Jährlich nimmt die Regierung auf der Grundlage des in Artikel 5, Absatz 4, erwähnten Berichtes und der von der Verwaltung erstellten Statistiken eine quantitative und qualitative Bewertung der Maßnahme vor.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 13 - Der Minister der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 10. Mai 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung, und der neuen Technologien
S. KUBLA

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2001 — 1417

[C — 2001/27291]

10 MEI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet betreffende de pre-startpremies

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 februari 2001 tot uitvoering van het decreet betreffende de pre-startpremies, inzonderheid op de artikelen 5 en 7;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 april 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 april 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gegrond op het feit dat de inwerkingtreding van het decreet van 15 februari 2001 van de inwerkingtreding van het besluit tot uitvoering ervan (artikel 10 van het decreet) afhangt zodat de gehele maatregel pas na de huidige voorgeschreven procedure operationeel zou kunnen zijn;

Deze maatregel dient evenwel snel opgestart te worden om de aangeboden tegemoetkomingen voor de oprichting van bedrijven onverwijld aan te vullen in het belang van het gehele Waalse Gewest;

Bovendien moet onverwijld gezorgd worden voor de overgang tussen de nieuwe werkwijze en de daardoor vervangen werkwijze van tegemoetkomingen aan de alleenstaande uitvinders, om de onzekerheid te vermijden waartoe een te lange overgangperiode kan leiden zowel voor particulieren als voor diensten van het bestuur;

Gelet op het advies 31.296/2 van de Raad van State, uitgebracht op 26 maart 2001, krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies 31.540/4 van de Raad van State, uitgebracht op 24 april 2001, krachtens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 15 februari 2001 betreffende de pre-startpremies;

2° Minister : de Minister bevoegd voor Nieuwe Technologieën;

3° Comité : het in artikel 5 van het decreet bedoelde selectiecomité;

4° promotor : de in artikel 1 van het decreet bedoelde natuurlijke persoon;

5° bestuur : het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

6° premie : de subsidie, "pre-startpremie" genoemd, zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet.

Art. 2. Om voor de premie in aanmerking te komen, moet de promotor een aanvraag bij het bestuur indienen via door dit bestuur opgemaakt formulier.

Bij dit formulier wordt een vraag naar inlichtingen over de reeds ontvangen tegemoetkomingen gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun.

Art. 3. § 1. Het bestuur bericht ontvangst van de aanvraag binnen vijf dagen. Op het ontvangstbericht wordt de naam van de behandelende ambtenaar vermeld.

§ 2. Binnen tien dagen na het ontvangstbericht gaat het bestuur na of het dossier volledig en ontvankelijk is.

De dossiers met volgende projecten worden onontvankelijk verklaard :

1° project waarbij niet naar de oprichting van een bedrijf in de zin van artikel 2 van het decreet wordt gestreefd;

2° project zonder enige originaliteit in de zin van artikel 1 van het decreet;

3° project met betrekking tot één van de sectoren die in artikel 1 van het decreet uitgesloten zijn of tot één van de sectoren bedoeld in artikel 1 van de verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun.

Indien de aanvraag onontvankelijk wordt verklaard, brengt het bestuur de promotor hiervan op de hoogte en sluit het dossier af.

Indien het dossier onvolledig is, wordt de promotor hiervan door het bestuur in kennis gesteld. De promotor moet binnen vijftien dagen alle aangevraagde bijkomende informatie aan het bestuur verstrekken.

Indien de promotor binnen deze termijn niet heeft gereageerd, wordt hij geacht zijn aanvraag ingetrokken te hebben.

Binnen deze termijn kan hij het bestuur evenwel mededelen dat hij de termijn met maximum vijfenveertig dagen wenst te verlengen om alle aangevraagde gegevens te verzamelen.

Voor ieder document dat in het kader van deze bijkomende informatie door de promotor wordt verzonden, moet een ontvangstbericht binnen vijf dagen worden opgesteld.

§ 3. Wanneer het bestuur over alle nodige gegevens beschikt, bezorgt dit bestuur het dossier aan het Comité binnen dertig dagen na het laatste ontvangstbericht samen met een samenvattende nota.

§ 4. Behalve andersluidende bepalingen worden de in dit besluit vermelde termijnen in kalenderdagen uitgedrukt.

Art. 4. § 1. Het Comité bestaat uit :

1° één hoogleraar aan de universiteit, economische of wetenschappelijke richting;

2° één vertegenwoordiger van de "centres d'entreprise et d'innovation" (ondernemings- en innovatiecentra);

3° één vertegenwoordiger van de "Union wallonne des Entreprises" (Verbond van Waalse ondernemingen);

4° één vertegenwoordiger van de Belgische Kamer voor Uitvinders;

5° één vertegenwoordiger van de Dienst voor de Industriële Eigendom;

6° één vertegenwoordiger van de "Société wallonne de l'économie sociale marchande" (Waalse maatschappij voor sociale handelseconomie) (SOWECSOM);

7° één vertegenwoordiger van de "S.R.I.W." of één van haar dochtermaatschappijen.

Voor elk lid van het Comité wordt een plaatsvervangend lid uit dezelfde kring aangewezen.

Een vertegenwoordiger van het bestuur en een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest wonen de vergaderingen van het Comité met raadgevende stem bij.

§ 2. De verschillende economische en wetenschappelijke kringen die binnen het Comité vertegenwoordigd zijn, bezorgen ieder een lijst met drie gewone kandidaten en drie plaatsvervangende kandidaten aan de Minister.

§ 3. Het mandaat van de leden van het Comité is onbezoldigd.

Een vergoeding voor reiskosten wordt hen toegekend in het kader van hun functies en wordt berekend krachtens het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998.

§ 4. Het Comité wordt voor een termijn van drie jaar aangewezen.

§ 5. Na drie jaar is ieder mandaat voor dezelfde termijn vernieuwbaar.

Op elk ogenblik kan ieder lid bij aan het bestuur gericht aangetekend schrijven of bij beslissing van de Minister zijn mandaat beëindigen.

De leden van het Comité en hun plaatsvervaarders houden op van rechtswege lid of plaatsvervangend te zijn wanneer ze de hoedanigheid verliezen waarin ze aangewezen werden.

§ 6. In de gevallen bedoeld in § 5, 2° en 3° lid, wordt het ontslagnemend, afgezet lid of het lid dat zijn hoedanigheid verliest automatisch vervangen door zijn plaatsvervanger die gewoon lid wordt en het mandaat van zijn voorganger voleindigt; een nieuwe plaatsvervanger wordt onverwijld aangewezen op grond van de in § 2 bedoelde lijsten.

In de gevallen bedoeld in § 5, 2° en 3° lid, wordt de ontslagnemende, afgezette plaatsvervanger of de plaatsvervanger die zijn hoedanigheid verliest, onverwijld vervangen door een nieuwe plaatsvervanger die op grond van de in § 2 bedoelde lijsten wordt aangewezen.

Art. 5. Het Comité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het aan de Minister ter goedkeuring voor.

Het Comité komt minstens om de twee maanden bijeen. De projecten die aan het Comité worden voorgelegd worden onderzocht op grond van de in artikel 6 van het decreet bepaalde criteria. Binnen dertig dagen na ontvangst van het dossier van het bestuur brengt het Comité voor elk project een advies uit dat aan de Minister wordt overgemaakt. Het Comité mag voorstellen maken om de uitvoering ervan in de hand te werken of te verbeteren. Het Comité bezorgt een jaarverslag aan de Regering.

Art. 6. § 1. De Regering of de Minister bepaalt het doel, het bedrag en de rechthebbende van de premie.

§ 2. De modaliteiten voor de uitvoering en de financiering van het project, met o.a. het bezorgen van verslagen over de stand van werkzaamheden, de modaliteiten voor de controle daarop en het tijdschema voor de vereffening worden bepaald in het in § 1 bedoelde besluit of krachtens dit besluit.

Dit besluit houdt de verplichting in voor de promotor om iedere tegemoetkoming die binnen drie jaar na de toekenning van de premie door hem of de op zijn initiatief opgerichte vennootschap aangevraagd en/of verkregen werd bij iedere overheid of openbare instelling, aan het bestuur mede te delen.

Indien het opgetelde bedrag van de tegemoetkomingen bedoeld in de verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun, en van de pre-startpremie, groter zou zijn dan 100 000 euro over een periode van drie jaar, zouden de promotor en de overheid of de openbare instelling waarbij hij een aanvraag heeft ingediend er in kennis van worden gesteld.

Indien de betrokken tegemoetkoming hem evenwel uitbetaald was, zouden de gestorte bedragen op verzoek van de Minister worden teruggevorderd.

§ 3. Iedere aanvullende premie in de zin van artikel 4 van het decreet wordt geregeld bij de artikelen 2 tot en met 6 van dit besluit.

§ 4. In geval van weigering om de premie toe te kennen stelt het bestuur de promotor binnen acht dagen in kennis hiervan.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 7 van het decreet worden alleen de door het Waalse Gewest erkende consultants ertoe gemachtigd een project te begeleiden krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van artikel 32.11 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

Art. 8. De promotor kan afstand doen van het voorrecht van de subsidie of van de aanvullende subsidie voor zover de bepalingen met betrekking tot de premie, die hem met het Waalse Gewest zouden verbinden, hem hiertoe machtigen.

Art. 9. De Minister kan de vereffening van de premie opschorten :

1° in geval van niet-naleving van de verplichtingen die de rechthebbende werden opgelegd bij of krachtens het in artikel 6 bedoelde besluit;

2° wanneer een collectieve procedure op naam van de rechthebbende ingesteld is;

3° wanneer de betrekkingen tussen de promotor en de erkende consultant die in voorkomend geval het project begeleidde om de ene of andere reden verbroken zijn.

Art. 10. § 1. De Minister kan de premie intrekken waarvoor de promotor in aanmerking komt :

1° wanneer de promotor meer dan zestig dagen verzuimd heeft gevolg te geven aan een aanmaning om één van zijn verbintenissen uit te voeren die de Minister bij ter post aangetekend schrijven hem heeft medegedeeld;

2° indien, op met redenen omkleed voorstel van het Comité, blijkt dat belangrijke economische of technische wijzigingen of dat de evolutie van de persoonlijke toestand van de promotor de oprichting van een bedrijf definitief in het gedrang brengen krachtens de in artikel 6 van het decreet bedoelde criteria;

3° in de gevallen bedoeld in artikel 9, 2° en 3°.

§ 2. In alle gevallen waarin de premie wordt ingetrokken, sluit het Waalse Gewest er de uitbetaling van af. In de in § 1, 1° en 3°, bedoelde gevallen dient de promotor de bedragen aangewend voor de aankoop van voorzieningen die in de zin van artikel 3, § 2, 5°, van het decreet voor onderzoekwerkzaamheden onontbeerlijk zijn, terug te betalen.

Art. 11. De Regering verricht een jaarlijkse kwantitatieve en kwalitatieve evaluatie van de maatregel op grond van het in artikel 5, vierde lid, bedoelde verslag en de door het bestuur opgemaakte statistieken.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. De Minister van Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 mei 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE
F. 2001 — 1418 (2001 — 1391) [2001/31197]

29 MARS 2001. — Ordonnance portant création du Conseil consultatif du logement de la Région de Bruxelles-Capitale
Erratum

Au *Moniteur belge* n° 151 du 24 mai 2001, p. 17480, texte français, il faut lire le titre comme ci-dessous.

« 29 MARS 2001. — Ordonnance portant création du Conseil consultatif du logement de la Région de Bruxelles-Capitale »

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
N. 2001 — 1418 (2001 — 1391) [2001/31197]

29 MAART 2001. — Ordonnantie houdende de oprichting van de Adviesraad voor huisvesting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 151 van 24 mei 2001, blz. 17480, Franse tekst, gelieve de titel te lezen zoals hieronder :

« 29 MARS 2001. — Ordonnance portant création du Conseil consultatif du logement de la Région de Bruxelles-Capitale »